

Garder le cap

Objectifs de développement pour le Millénaire : des jalons pour suivre les progrès

James Boughton et Zia Qureshi

LORSQUE le Comité du développement — organe de niveau ministériel qui guide la Banque mondiale et le FMI pour les questions de développement — a évoqué les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) des Nations Unies lors de l'Assemblée annuelle de septembre 2002, il a demandé l'établissement d'un cadre définissant clairement les stratégies arrêtées, les responsabilités de chacun des partenaires et fixant des jalons pour suivre les progrès. La Banque mondiale, le FMI et les autres agences de développement ont donc préparé un projet que le Comité a avalisé à sa réunion suivante, en avril 2003, et qui servira de base aux rapports qui seront soumis au Comité à partir d'avril 2004.

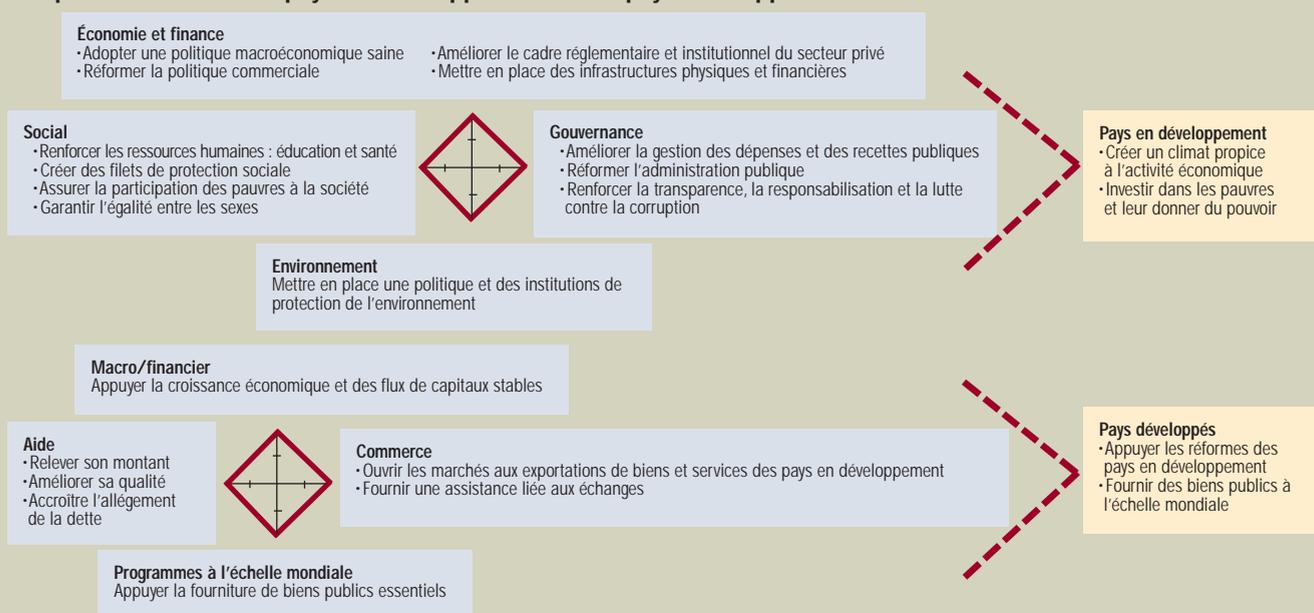
Comme le montre le graphique, les forces motrices des ODM sont multiples. Les pays en développement devront, par leur politique et leurs actions, promouvoir la croissance économique et assurer aux pauvres les services dont ils ont besoin. Les pays développés devront accorder une aide plus abondante et efficace et ouvrir leurs marchés aux exportations des pays en développement. La Banque mondiale et le FMI devront soutenir les stratégies de lutte contre la pauvreté des pays à faible revenu, aider à prévenir ou résoudre les crises dans les pays à revenu intermédiaire, et continuer à rehausser la transparence et l'efficacité de leurs opérations.

Les pays en développement

Les pays en développement à faible revenu ont fait des progrès ces dix dernières années sur le plan macroéconomique et en matière de politique commerciale : en moyenne, leurs taux d'inflation et leurs droits de douane ont baissé de 50 %. Les progrès ont toutefois été moindres sur le front de la croissance et de la réduction de la pauvreté. En 2001, dans plus de la moitié des pays à faible revenu (totalisant environ 800 millions d'habitants), le revenu par habitant a augmenté de moins de 2 %; pour près du tiers (environ 225 millions d'habitants), il a diminué. Cela est certes dû en partie à l'évolution politique et à des facteurs extérieurs défavorables qui échappent à leur contrôle — insuffisance de l'aide et manque de débouchés commerciaux —, mais le peu de progrès des réformes structurelles et institutionnelles y est aussi pour quelque chose. Le rapport soumis au Comité du développement citait trois domaines présentant de graves lacunes.

Climat propice à l'activité du secteur privé. Il s'agit d'améliorer le cadre réglementaire et institutionnel et de renforcer l'infrastructure matérielle et financière. En 2002, le climat des affaires dans les deux tiers des pays à faible revenu était de nature à freiner l'investissement intérieur et étranger. Les droits de propriété et la gouvernance fondée sur des règles étaient les

Ce que doivent faire les pays en développement et les pays développés ...



principaux domaines de déficience, mais une amélioration a été observée dans de nombreux pays, y compris en Afrique.

Gestion du secteur public. Il faut accélérer les réformes et le renforcement des capacités dans des domaines tels que la gestion des dépenses publiques et la gestion financière. Il est particulièrement urgent de renforcer la transparence, l'obligation de rendre compte et les efforts de lutte contre la corruption. La gouvernance du secteur public a été jugée le plus déficient de tous les domaines étudiés. La bonne nouvelle, c'est que les réformes de la gouvernance sont maintenant au cœur des programmes d'action de nombreux pays en développement. En Afrique, c'est un élément clé du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Développement humain. Il faut accroître les dépenses publiques d'éducation et de santé et améliorer la prestation des services aux pauvres (voir page 48). Une plus grande attention doit être accordée à l'eau, à l'assainissement et à l'éducation, ainsi qu'à la problématique hommes-femmes, tous facteurs qui ont une incidence sur la santé.

Les indicateurs de performance des pays à revenu intermédiaire sont en moyenne meilleurs que ceux des pays à faible revenu, mais la gouvernance du secteur public est là aussi le point faible. Un grand nombre de pays à revenu intermédiaire n'ont pas encore procédé aux grandes réformes nécessaires pour assurer une croissance soutenue, favoriser le recul de la pauvreté et réduire la fréquence et la gravité des crises financières. Les pertes de production causées par ces crises ont été énormes, érodant souvent fortement les progrès réalisés au prix de gros efforts sur le front de la pauvreté.

Les pays développés

L'ouverture des marchés et l'accroissement de l'aide extérieure doivent figurer au premier rang des priorités des pays riches, qui doivent en outre mener des politiques macroéconomiques propres à assurer la stabilité et la croissance de l'économie mondiale qui sont vitales pour l'avenir des pays en développement.

... pour mettre en place dans les pays en développement les conditions qui permettront à ceux-ci d'atteindre les ODM

Une croissance économique plus forte et durable



Objectifs de développement pour le Millénaire

De meilleurs services pour les pauvres

Commerce extérieur. Les priorités sont la libéralisation de l'agriculture (les subventions agricoles des pays de l'OCDE dépassent 300 milliards de dollars, soit six fois le total de leur aide publique au développement), l'élargissement des débouchés commerciaux pour les exportations de textiles et de vêtements des pays en développement (d'après les estimations, les obstacles aux exportations de textiles coûtent à ces derniers 27 millions d'emplois) et l'abolition de la progressivité des droits de douane (les droits moyens sur les produits provenant des pays en développement sont quatre fois supérieurs aux droits frappant les importations venant des pays développés, et des droits progressifs frappent les exportations de produits transformés). La libéralisation totale des échanges pourrait accélérer la croissance des pays en développement et tirer de la pauvreté 300 millions de personnes d'ici à 2015.

Aide. À son niveau actuel (environ 50 milliards de dollars par an), il y a un énorme fossé entre les ambitions de développement de la communauté internationale et les ressources qu'elle y consacre. L'exécution des nouveaux engagements pris depuis la Conférence de Monterrey de 2002 aurait pour effet d'accroître l'aide publique au développement d'environ 16 milliards de dollars d'ici à 2006, ce qui est encore bien inférieur à la somme nécessaire, d'après les estimations, à la réalisation des ODM. Il importe en outre d'apporter le soutien requis pour l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés, d'améliorer la répartition de l'aide, d'aligner davantage celle-ci sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté, d'harmoniser les pratiques des donateurs et d'appuyer en temps opportun les programmes cruciaux (lutte contre le VIH/sida, éducation pour tous, eau propre, par exemple). ■

James Boughton est Sous-Directeur du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques au FMI, et Zia Qureshi, Conseiller principal au Secrétariat de suivi mondial de la Banque mondiale.

Objectifs de développement pour le Millénaire

1. D'ici 2015, réduire de moitié, par rapport à 1990, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 1 dollar par jour et la proportion de la population qui souffre de la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015.
3. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard.
4. D'ici 2015, réduire de deux tiers, par rapport à 1990, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.
5. D'ici 2015, réduire de trois quarts, par rapport à 1990, le taux de mortalité maternelle.
6. D'ici 2015, stopper la propagation du VIH/sida, maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle.
7. Assurer un environnement viable en intégrant les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et en inversant la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.